



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CHS Novillars

Besançon, le 22 mai 2023

À Vertbaudet, les nôtres !

Mardi dernier 16 mai, la police est intervenue pour déloger le piquet de grève des ouvrières de l'entrepôt Vertbaudet, à Marquette-lez-Lille, une entreprise de vêtements pour enfants. Une ouvrière s'est retrouvée aux urgences de l'hôpital pour une lésion au cou à la suite des violences policières. La veille, deux militants qui étaient venus soutenir le piquet de grève avaient été arrêtés. Et le lendemain, c'est un des syndicalistes de l'entreprise qui était agressé par des individus en rentrant chez lui. Mais la grève continue.

Cette grève qui dure depuis deux mois est révélatrice de la colère du monde du travail, face à la rapacité et brutalité du patronat et de l'État aujourd'hui.

11 millions de bénéfices, 0 % d'augmentation

C'est à un riche fonds d'investissement, Equistone Partners Europe, à la tête de 5,5 milliards d'investissements, qu'appartient l'entreprise Vertbaudet. À elle seule, elle a rapporté à ce fonds 11,4 millions de bénéfice annuel. Mais c'est 0 % d'augmentation que la direction annonçait lors des NAO. Avec tout au plus quelques primes aléatoires, en fonction de la performance, et le droit de faire, au volontariat, une heure supplémentaire par jour. Le fameux « travailler plus pour gagner plus »... et se ruiner la santé.

La direction a eu l'appui sans faille des pouvoirs publics. Appui de la justice qui a donné raison au patron lorsque celui-ci a embauché des intérimaires pour remplacer les grévistes, bafouant la loi sur le droit de grève. Appui de la police intervenue plusieurs fois contre les grévistes, à la mi-avril et cette semaine. Quant aux trois individus qui ont agressé un militant syndical le 17 mai en se disant de la police et en le traitant de « sale gréviste », difficile de savoir s'ils étaient vraiment de la police, en heures sup', ou s'il s'agissait de nervis patronaux d'extrême droite – ou les deux !

Retraite, salaire, indemnisation du chômage, un même combat

Ce comportement de la police, de la justice et de l'appareil d'État au service du patronat, c'est la réplique de ce qu'on a connu tout au long de la lutte contre la réforme des retraites, avec la morgue du gouvernement, les violences de sa police et la partialité de son Conseil constitutionnel – tous ligués pour qu'on se tue au boulot jusqu'à 64 ans, voire 67 ans, pour avoir ses annuités.

Et Macron, qui n'ose plus annoncer à l'avance ses visites de peur d'un concert de casseroles, s'est réfugié à Versailles, le 15 mai dernier, pour recevoir au château une journée de richissimes patrons auxquels il a vanté « l'attractivité de la France » pour les investisseurs. Entendez les salaires bloqués et la précarité qui pourraient tenter, espère-t-il, un Elon Musk.

En guise de « social » et pour éviter aux patrons d'augmenter les salaires, il promet une réduction d'impôts pour « les classes moyennes » : ceux qui, selon lui, seraient « trop riches pour être aidés et pas assez pour bien vivre ». Comme si les salariés les plus pauvres ou ceux qu'on veut faire bosser presque à l'œil pour toucher le RSA étaient aidés. L'aumône en question, de 2 milliards de réduction d'impôts, représenterait tout au plus 75 euros pour chacun. Alors que pour ceux qui sont réellement trop riches, c'est 162 milliards d'aides de l'État aux patrons.

Notre colère qui s'est manifestée depuis janvier est toujours là. Les travailleuses de Vertbaudet en sont la preuve. Elles ne sont pas les seules. C'est le cas des intérimaires à PSA Stellantis, dont la paye est amputée à chaque jour décrété chômé par l'entreprise et qui se rebiffent malgré la menace que fait peser sur eux leur statut précaire ; des cheminots contre la dégradation de leurs conditions de travail ; des postiers pour l'embauche en poste fixe des intérimaires. La lutte contre la réforme des retraites n'est pas finie, la prochaine journée de grève et de manifestation du 6 juin doit être massive, n'en déplaise à ceux qui veulent nous faire taire comme à ceux qui reprennent « le dialogue social » avec des sourds. Nous toutes et tous, salariés ou jeunes révoltés par les injustices de la société et la rapacité du capitalisme, n'avons pas dit notre dernier mot.

Casserolade pour le ministre de la Santé

Le 11 mai, François Braun, le ministre de la Santé, est venu visiter le centre de recherche bio innovation près du CHU, puis l'entreprise RD-biotech. Visite discrète et annoncée la veille seulement. Cela n'a pas empêché un comité d'accueil plutôt bruyant de se rendre sur les lieux pour lui signifier que la réforme des retraites, nous n'en voulons pas. Difficile pour Macron et ses ministres de se déplacer désormais.

Beaucoup de stress pour rien

Les réunions se multiplient et les pressions aussi en vue de l'accréditation de l'établissement. Les cadres et les médecins sont stressés. Les malheureux courent partout comme s'ils avaient le feu quelque part. Pourtant nous avons déjà connu cela : beaucoup de bruit pour rien. Peu probable que ferme le seul établissement psychiatrique de Doubs !

Non au travail en sous-effectif

Devant le manque de personnel, la cadre d'astreinte nous a fait travailler à deux à Épidaure, c'est-à-dire en deçà de l'effectif minimum. Une situation qui n'est tolérable ni pour les patients et ni pour nous.

Forfait jour

Désormais, les cadres, les psychologues et les attachés d'administration n'ont plus le droit de faire des heures supplémentaires. Les groupes de travail qui se multiplient et qui, pour la plupart, ne servent à rien, demandent beaucoup de temps et d'investissement. Donc à bon entendeur... Si la direction souhaite que le travail soit fait, elle n'aura qu'à embaucher davantage.

Journée d'échange sur le management

La direction fait circuler un mail pour nous convier à une journée de débat sur le thème « pour nos établissements, penser le management de demain ». On ne sait pas quelles grandes idées vont sortir de cette discussion. Ce que l'on constate, c'est que les couches hiérarchiques ont fleuri ces dernières années avec des directeurs à ne plus savoir qu'en faire et la multiplication des ARS sur tout le territoire. Mais plus il y a de chefs, moins ça fonctionne. Coïncidence ?

Manifestations contre la casse des services publics

Les 12 et 14 mai, des manifestations ont eu lieu à Lure pour protester contre la casse des services publics. Une bonne initiative pour tous ceux qui veulent pouvoir se faire soigner dans de bonnes

conditions dans les années à venir.

Personne ne voudrait venir à l'hôpital ?

Au départ, la formation en école d'infirmières est la plus demandée sur Parcoursup, près de 700 000 candidatures en 2021, pour seulement 36 000 places en première année.

Une étude vient de montrer qu'environ 22 % des étudiants en soins infirmiers, dont 10 % dès la première année, quittent la formation ou bien n'exercent pas une fois le diplôme obtenu. Il faut dire que pendant trois ans ils font des stages dans les services et se rendent compte des conditions de travail qui les attendent. Et donc sont de plus en plus nombreux à décrocher...

Un milliard de victimes du choléra

Un milliard de personnes dans 43 pays sont exposées au choléra, a averti l'Organisation mondiale de la santé, et bien que les moyens de stopper « cette pandémie des pauvres » soient bien connus, les ressources manquent désespérément pour les mettre en œuvre. Il existe bien un vaccin oral contre le choléra, mais il est produit en nombre insuffisant, n'étant pas très attrayant pour les fabricants parce qu'il n'y a pas de marché dans les pays riches. Quant aux grandes puissances, elles préfèrent investir dans l'armement.

Une personne sur six ne mange pas à sa faim

Une étude récente révèle que 16 % des personnes interrogées ne mangent pas assez. Les femmes, les jeunes et les personnes qui cumulent les difficultés sont les plus touchées. En moins de six mois, la part de ceux qui se privent de nourriture a augmenté de quatre points, une conséquence directe de la hausse des prix des produits alimentaires, avec une inflation qui dépasse 10 % sur certains produits. En 2016, il y avait presque deux fois moins de personnes en situation de précarité alimentaire. Mais à part ça, comme dirait Macron, « on avance ». Vers quoi ?

Hypocrisie raciste

Le Parlement du Premier ministre Victor Orban a adopté une résolution qui réaffirme que la Hongrie n'est pas « un pays d'immigration ». Le même jour, il a voté une loi qui permet de faire venir des travailleurs des Balkans, d'Indonésie ou du Kenya par le biais d'agences d'intérim qui proposent aux patrons hongrois les services de ces travailleurs flexibles à souhait et sous-payés.

Voilà comment l'extrême droite livre de la main-d'œuvre pas chère au patronat.